



Aimé Cyprien Olinga voit mal le grand dialogue national convoqué par le chef de l'Etat porté les fruits.

L'homme politique, président du Front démocratique révolutionnaire (FDR), a donné son avis sur cette grande consultation qui démarre dans 48 heures. Il craint de voir glisser cette rencontre historique en congrès extraordinaire du RDPC

Extrait de ses propos, pris dans le journal Emergence

Toutefois, il est à notre avis difficilement compréhensible que la grande majorité des personnalités reçues dans le cadre des préconsultations soit quasi exclusivement constituée des membres du RDPC. De ce point de vue, il nous semble que le grand dialogue national convoqué à partir du 30 septembre est mal parti.

Notre inquiétude est que ces assises soient simplement un monologue où le RDPC dialogue avec le RDPC. Et ça tous les acteurs politiques de l'opposition et le FDR avec risquent de conclure que le dialogue national convoqué par le chef de l'État est déjà mal parti

Évidemment notre inquiétude est aussi fondée sur le risque évident de glissement réel et la transformation de cette rencontre historique en congrès extraordinaire du RDPC. Nous

réaffirmons avec force que le but du grand dialogue national doit être non pas de faire des saupoudrages malsains, mais plutôt une occasion idoine pour refonder notre pays par une réforme profonde de sa constitution et des institutions et non pas de décider à priori d'accélérer une décentralisation boiteuse qui jusqu'ici, peine à être implémentée.

Le FDR pense qu'il est temps d'opter pour une forme de l'État qui préservera son unité et son indivisibilité et pense que le Fédéralisme à dix États fédérés permettrait de mieux développer notre pays et de le sauver des velléités séparatistes des extrémistes du Nord-ouest et du Sud-ouest ; un nouveau découpage territorial dans le but de créer de nouveaux départements et nouvelles communes, l'élection des gouverneurs et des représentants des États fédérés au suffrage universel direct et secret, la création d'un poste de vice-président de la république avec droit de succession automatique à la tête de l'État en cas de démission ou d'empêchement du président en exercice, poste qui doit revenir à un compatriote anglophone du Nord-ouest ou du Sud-ouest lorsque le titulaire serait francophone, la réduction du mandat présidentiel à 5 ans renouvelables une seule fois... des élections à deux tours, la majorité électorale à 18 ans, le bulletin unique à toutes les élections organisées dans notre pays, l'adoption d'un système électoral entièrement biométrique avec possibilité de produire les résultats aux différents scrutins le même jour de leur tenue, la libération de tous les prisonniers politiques...
